

CONTREPOINT

RETOUR SUR LE CHOC DES CIVILISATIONS : ENTRE DISCOURS, ICONOGRAPHIES ET CONSTRUCTIONS IDENTITAIRES

Sylvie GANGLOFF

Résumé : si les religions constituent un des critères d'identification dans notre monde contemporain, on peut légitimement s'interroger sur l'influence réelle de ces critères et notamment sur leur capacité de mobilisation. Les pays des Balkans construisent leur identité, la formule et la diffuse essentiellement autour d'une valorisation vis-à-vis de « l'Occident ». Ainsi, qui n'use et n'abuse pas – dans les Balkans mais aussi ailleurs, en Turquie, au Caucase, en Asie centrale – de rhétoriques très imagées les associant, les reliant, les confondant à l'Occident, à la civilisation occidentale ou à ses attributs. Quel pays n'est pas un pont entre l'Orient et l'Occident, un bastion de la démocratie ou encore un facteur de stabilité dans une région troublée ? Cette riche iconographie nous renseigne autant sur des identités en construction que sur un rapport, lui aussi en construction, parfois depuis des décennies, avec cet Occident (entre l'appartenance et la sauvegarde de *La Civilisation*) où le religieux ne joue qu'un rôle marginal.

Dans son article tant commenté, décrit, évalué et discuté de 1993, Samuel Huntington a avancé que les structures des relations internationales s'articuleraient désormais autour des fractures de civilisations, de conflits de civilisations, le premier critère de définition de ces civilisations étant la

religion¹. Une des critiques les plus souvent formulées à l'encontre de cette théorie et de son auteur est qu'il alimenterait par là même, dans les cas où ces fractures sont sensibles, des querelles, des peurs et des antagonismes préexistants (« Le discours qui nourrit toutes les peurs » a-t-on souvent entendu). Cette critique repose sans doute de réels ressentis de la part des populations (animosités ou des craintes à l'encontre de leur voisin perçu comme culturellement différent et donc menaçant), mais les opinions publiques discutent généralement peu des théories des éminents politologues. Force est bien alors de se pencher sur ce qui alimente ou génère ces peurs, à savoir les discours; les discours des hommes politiques, des historiens, des journalistes. En tant que telle d'ailleurs, la démarche d'Huntington n'est sans doute pas condamnable; il n'avait peut-être pas une vocation de missionnaire de la paix, c'est son droit d'intellectuel et de scientifique.

D'autres critiques soulignent que la définition du concept de civilisation est plutôt floue; une définition qui fait fi des divergences politiques, idéologiques et ... religieuses au sein même de ces « civilisations » (lire de ces communautés religieuses), qui passe outre des fractures reposant sur d'autres logiques (et motivant donc d'autres lectures) et qui rejette dans les nimbes des exceptions les « cas » déviant de la ligne générale tracée (le premier exemple de ces « pays déchirés », *Torn Countries*, étant la Turquie). Il ne prendrait donc en compte ni ces fractures internes ni la diversité des contextes nationaux, locaux, sociaux ou ethniques ; alors que ces particularismes locaux ont pourtant fait l'objet de nombreuses études et sont, certes pas totalement déchiffrés, mais bien connus².

De plus, que les conflits et tensions dans ce monde s'articulent aujourd'hui en partie sur une dialectique d'incompatibilité religieuse n'est pas nouveau. Notre histoire tend, au contraire, à prouver que ces fractures religieuses s'estompent, sans pour autant que l'identité religieuse ne soit niée ou sans que le critère religieux ne disparaisse des définitions ou des auto-définitions identitaires. En revanche, le dessein des intellectuels et des

¹ Rappelons que l'article de Samuel Huntington a été publié sous le titre "The Clash of Civilizations" dans *Foreign Affairs*, Vol. 72, n°3, 1993; et son ouvrage est paru en français, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

² Un exemple, parmi d'autres, pour illustrer ce propos : le dossier « Musulmans d'Europe » des *CEMOTI* (n°33, janvier-juin 2002) mettait bien en avant les différents statuts de l'islam dans les sociétés où l'enracinement de l'islam dans des espaces locaux. Voir, notamment, Jocelyne Cesari, "L'islam en Europe. L'incorporation d'une religion" (pp. 7-20) et Chantal Saint-Blancat, Ottavia Schmidt di Friedberg, "Mobilisations laïques et religieuses des musulmans en Italie" (pp. 91-106).

Sylvie GANGLOFF

hommes politiques de rejeter le diktat des religions – ou des Eglises –, de marginaliser ou de tempérer leur influence sur les idéologies philosophiques ou politiques, sur les structures ou le fonctionnement des Etats ou sur la vie quotidienne, doit, elle, être réévaluée³.

Enfin, si Samuel Huntington oppose le XIX^e siècle des nationalismes, le XX^e des idéologies au XXI^e siècle du choc des civilisations (religieuses), rappelons, à simple titre de clarification conceptuelle, que la religion ne s'oppose pas forcément à la nation (ou à l'idéologie !). Au contraire, elle peut même dans certains cas amplement participer à la genèse de la nation et en être une partie constituante.

Quoi qu'il en soit, la théorie d'Huntington et son approche ont largement dépassé son propos. Car ce n'est pas tant ce qu'il a dit et écrit qui importe mais ce que l'on en perçoit; et ce n'est pas tant ses paroles qui importent mais l'impact qu'elles ont eu et l'ampleur – ne serait-ce que quantitative – des réactions (vague de réactions auxquelles ce présent contrepoint n'échappe pas!). L'article premier d'Huntington n'a certes pas été publié dans une obscure revue (*Foreign Affairs*). Mais un tel tollé, un tel émoi – dans la communauté scientifique comme dans le monde politique et intellectuel – doit, pour le moins, nous interpeller. Ces réactions s'inscrivent dans d'autres débats en relations internationales, sur la fin de la guerre froide, la mondialisation, la montée des réseaux transnationaux ou la fin de l'Etat. Et si les controverses ont commencé à s'essouffler, les attentats du 11 septembre sont revenus les ranimer.

Ce prisme de l'antagonisme fondamental entre les "civilisations" religieuses – et notamment entre l'islam et le christianisme – peut se lire à différents niveaux et notamment sur une grille infra-étatiques et interétatique. Les débats déjà passionnés sur l'intégration des immigrés – lire des immigrés musulmans – ou sur les conflits à connotations religieuses – c'est notamment le cas dans les Balkans, et Huntington illustre plusieurs de ses arguments précisément par les conflits dans les Balkans – ont alors forcément été revus à la lumière de ce (pas si nouveau) prisme. Le dossier sur "Musulmans d'Europe" des *CEMOTI*⁴ ou, pour le cas des Balkans,

³ Le propos de Michel Gilquin dans le contrepoint précédent (numéro 35) sur les référents symboliques susceptibles d'être unificateurs dans des sociétés musulmanes confrontées à des crises d'identité, sur ces (ré)affirmations identitaires notamment dans leurs aspects visibles, constituent, par exemple, un des champs de réflexions. *CEMOTI*, n°35, janvier-juin 2003, pp. 239-251.

⁴ Dossier sous la direction de Jocelyne Cesari, *CEMOTI*, n°33, janvier-juin 2002, pp. 7-172.

l'article de Galia Valtchinova dans la précédente livraison des CEMOTI⁵ sont ainsi revenus sur certains aspects de ces débats.

Identité religieuse et mobilisation : entre les peurs et phobies, les réseaux occultes en action !

Les religions restent de puissants critères d'identifications et de ... défiance. Galia Valtchinova n'a ainsi sans doute pas tort lorsqu'elle parle de « raviver des peurs longtemps tenues en sourdines ». Mais si elle précise que la « grille de lecture des conflits dans les Balkans était déjà celle d'un conflit de civilisations avant le 11 septembre », il faut bien lire – dans la lignée des propos d'Huntington – conflit de religions. Toutefois, si cette lecture n'est pas nouvelle dans les Balkans, elle revêt un seul aspect et ne revêt que celui là, celui du conflit entre islam et christianisme.

« La majorité des Bulgares continuent de considérer le passé ottoman comme la cause première du retard de leur pays par rapport à l'Europe (...) Les cinq siècles de joug ottoman sont (...) vus comme une fatalité historique condamnant le pays à l'arriération portée par l'islam. Dans cette logique, le terme de civilisation est explicitement connoté comme *l'Occident européen* »⁶. Cette turcophobie n'est pas une particularité des Bulgares. Elle est partagée, peu ou prou, par l'ensemble des peuples balkaniques qui voient dans la domination ottomane la cause de tous leurs maux ou, pour le moins, de leur retard économique par rapport à l'Europe occidentale ou de la sclérose de leur système politique. Cette turcophobie – latente ou exprimée, profonde ou superficielle – se confond avec une certaine islamophobie et elle alimente d'autres peurs, et notamment celle de l'alliance des peuples musulmans. Cette peur a un temps suscité quelques surenchères dans la presse balkanique sur la supposée création d'un « arc islamique » sur lequel la Turquie s'appuierait pour déployer son influence dans les Balkans. Ce spectre reposait sur les bonnes relations développées par la Turquie avec la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, la Macédoine où se trouve une forte minorité musulmane, et la Bulgarie où la minorité turque dispose dorénavant d'un poids politique⁷.

⁵ Galia Valtchinova, « Entre le choc des civilisations et le choix de civilisation. Visions bulgares de la guerre, du Kosovo. 1999 à l'après-11 septembre », *CEMOTI*, n°35, janvier-juin 2003, pp. 175-199.

⁶ Galia Valtchinova, *op. cit.*, pp. 177 et 179.

⁷ Pour un exemple, en Grèce de cette phobie de l'arc islamique, voir Gregorios Demestichas, « Greek Security and Defense Policy in the Eastern Mediterranean », *Mediterranean Quarterly*, vol. 8, n°2, été 1997, pp. 215-227; voir les extraits de la presse balkanique traduit dans *Balkan Neighbours*. Pour la Bulgarie, par exemple,

Sylvie GANGLOFF

Le critère religieux servirait finalement plutôt à alimenter les défiances, plus que les solidarités (ce qui n'exclue pas les affinités!). Ainsi, les Albanais du Kosovo ne sont pas précipités au secours de leurs coreligionnaires bosniaques lors du conflit; à l'inverse, quelques années plus tard, les musulmans de Bosnie-Herzégovine ne se sont pas précipités au secours de leurs frères kosovars pourtant en conflit par le même oppresseur désigné. Et on pourrait multiplier les exemples.

Si les religions constituent toujours de puissants critères d'identification dans notre monde contemporain, ces critères d'identification ne sont donc peut-être pas si mobilisateurs. Et on peut légitimement s'interroger sur les capacités de mobilisation des religions ou leur puissance fédératrice. Ceci d'autant plus que les élites, qui décident et mettent en place les stratégies de mobilisation, sont souvent sécularisées. Et lorsque ces élites font appel à des référents religieux – qui conservent donc une faculté (entière ou renouvelée) à trouver échos dans les opinions publiques – la *realpolitik* ou la réalité contredisent souvent ces propos. A cet égard, S. Huntington ne s'étend guère sur le lien « entre civilisation et politique étrangère des Etats qui en font partie »⁸.

Les attentats du 11 septembre ont, bien sûr, de nouveau alimenté cette identification par la défiance. Ils ont également nourri un penchant à la dénonciation des complots les plus divers; une tendance répandue dans les Balkans mais aussi ailleurs en Turquie au Proche et au Moyen-Orient par exemple, à décrypter les événements politiques au travers de phobies diverses. Mais ces phobies ont, elles aussi, été interprétées, amplifiées, détournées, déformées, par les attentats du 11 septembre. Plus qu'en Occident où les rumeurs sont également allées bon train, les suppositions les plus variées sur les réelles implications dans ces attentats, les connivences supposées entre telle ou telle mouvance (politique, ethnique ou religieuse selon les cas), les divers réseaux en actions, les tentacules du terrorisme international, ... ont été entendus pendant les semaines qui ont suivi les attentats. Comme le notait Galia Valtchinova « Des titres chocs, pour la plupart des insinuations, tels 'Al Qaïda dispose de bases dans les Balkans' ou bien 'Oussama a voulu acheter des avions en Roumanie' font naître des

après la nomination de N. Erbakan au poste de Premier ministre en juin 1996 : « La charria s'approche de nos frontières », *Douma*, 5 février 1997, « Les ambitions d'Erbakan de rallier l'ensemble des populations musulmanes sous la bannière de l'islam n'excluent en aucun cas les Turcs de Bulgarie » (*24 Chassa*, 5 mars 1997) ; « Erbakan prépare le retour du Turban », *Troud*, 13 mars 1997.

⁸ Pierre Hassner, Justin Vaïsse, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Paris, CERI / Autrement, 2003, p. 47.

rumeurs. Ces exercices visaient à découvrir les tentacules du terrorisme international dans les Balkans »⁹.

Car le terrorisme se prête bien à de telles digressions et se marie bien avec ces peurs de nourrir en sein les germes de la discorde, de la désintégration de *sa* communauté (minorités soupçonnées de s'organiser en réseaux d'activistes ou phobie de la cinquième colonne). Le terrorisme repose sur des réseaux, des réseaux occultes – et le terme même de “réseau” véhicule en lui-même déjà ce parfum d'informalité, d'illégalité, de force, puissante parce que masquée et donc indétectable et donc difficilement combattable. Le terrorisme avance à visage couvert, a recours à des moyens illégaux ou, pour le moins, réprouvés par la morale ou la société,... en un mot, il incarne le danger de tous les fantasmes.

L'autre réplique politique aux attentats, l'autre discours politique – et celui-ci encore plus affirmée – a été de réinterpréter les événements locaux à la lumière des attentats et, bien sûr, aussi de réinterpréter ses propres peurs, de réaffirmer *sa* légitimité à entreprendre des actions contre le terrorisme.

Ainsi, les dirigeants de la République de Macédoine n'ont pas manqué de souligner que les Américains, « à leur tour victimes », devaient comprendre aujourd'hui le bien-fondé de leur lutte contre les « terroristes albanais ». Les dirigeants turcs ont eux aussi affirmé que les « les Occidentaux ne peuvent aujourd'hui que comprendre l'importance de la lutte contre ce phénomène [le terrorisme] et, donc, leurs erreurs du passé »¹⁰. Cette réinterprétation des tensions communautaires dans les Balkans au travers de ce prisme du ‘terrorisme’ contribue toutefois à alimenter de nouveau les peurs voire à diaboliser les “accusés”.

Choc des civilisations et carrefours des civilisations : le discours de valorisation vis-à-vis de l'Occident

Dans son article, Galia Valtchinova passe étrangement sous silence que dans son “catalogue civilisationnel”, S. Huntington rejette la civilisation orthodoxe hors des frontières culturelles et “civilisationnelles” de l'Europe occidentale. Rappelons que les « 7 ou 8 » civilisations listées par

⁹ Galia Valtchinova, *op. cit.*, p. 198.

¹⁰ Dirigeants et presse se sont associés dans un regain d'accusations et de condamnations d'aide aux terroristes du PKK, l'Allemagne étant la première visée par ces accusations. Fikret Bila, *Milliyet*, 20 septembre ; Erol Manisalı, *Cumhuriyet*, 9 novembre ; *Türkiye*, 27 septembre ; *Milliyet*, 22 septembre, 10 octobre ; *Turkish Daily News*, 22 septembre, 4 octobre ; discours du Premier ministre B. Ecevit sur la chaîne de télévision CNN Türk le 29 septembre, etc.

Sylvie GANGLOFF

Huntington sont les suivantes : occidentale, confucianiste, japonaise, islamique, hindouiste, slavo-orthodoxe, latine américaine et, peut-être, africaine. Comme de nombreux autres auteurs et hommes politiques, Huntington trace une ligne culturelle, établit une fracture culturelle entre l'Empire ottoman et l'Empire des Habsbourg. Les récentes guerres yougoslaves illustreraient, de nouveau (!), cette fracture entre une Europe centrale démocratique et "civilisée" et une Europe balkaniques empreinte de nationalismes, tensions identitaires et prête à s'enflammer au moindre coup de feu. Les pays du monde orthodoxe, nous dit Huntington, n'ont pas connu les « expériences de l'histoire européenne » – époque féodale, la renaissance, la Réforme, les Lumières, la Révolution française, la Révolution industrielle; (...) comme les événements en Yougoslavie le montrent, ce n'est pas seulement une question de différence, c'est aussi une question de conflit sanglant ». Revoici donc le spectre de la balkanisation, spectre qui a fait l'objet d'une minutieuse étude de la part de Maria Todorova dans son ouvrage *Imagining the Balkans*¹¹. Ce spectre s'illustre aussi – et il fut vivement dénoncé comme tel par Maria Todorova – par la re-publication du rapport Carnegie sur les guerres balkaniques de 1912-1913, comme si, donc, rien n'avait changé depuis lors¹². George Kennan, dans son rapport introductif à la republication du rapport, explique cette opposition entre une Europe centrale économiquement développée et politiquement stable, par les disparités civilisationnelles entre ces mêmes héritages impériaux. Bien d'autres, dans la foulée ou à la même époque, ont confirmé cette dichotomie entre une Europe occidentale et une Europe du sud-est, entre une Europe centrale et une Europe du sud-est ; dichotomie que les disparités des situations économiques et les processus divergents de rapprochement avec l'UE entérineraient.

Enfin – et plus particulièrement depuis le 11 septembre – le "choc des civilisations" se traduit dans beaucoup d'esprits par la "sauvegarde de *La*

¹¹ Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York, Oxford University Press, 1997.

¹² Rappelons que ce rapport a fait grand bruit, non seulement sur le fond mais surtout sur la démarche, à savoir la publication d'un rapport sur les guerres balkaniques de 1912-1913, l'analyse de ces guerres-ci pouvant donc permettre de comprendre les conflits yougoslaves contemporains. Cette approche, qui consiste à mettre la période communiste dans une parenthèse où les identités et ressentiments nationaux auraient en quelque sorte été gelés, s'est bien sûr avérée inappropriée au plus haut point. Les sociétés, les usages politiques ou encore les contextes économique et humain, ont naturellement considérablement évolué durant la période communiste. D'autre part, loin de geler les « nationalismes balkaniques », les dirigeants communistes en ont usé, les ont remodelés, alimentés ou tempérés.

Civilisation”, l’ambiguïté – créée par l’usage – du terme « civilisation » se prêtant à une confusion, elle, d’usage et de circonstance.

Dès lors, c’est aussi, et avant tout, le rapport à cette Civilisation, le rapport à l’Occident qui importe et tous les pays de la région balkanique ont développé un discours de valorisation vis-à-vis de l’Occident. Récemment, l’ambassadeur de Bulgarie présentait ainsi dans *Le Figaro*¹³ une argumentation en faveur de l’adhésion de son pays à l’UE : « La Bulgarie est dotée d’un système démocratique fiable », « l’intégration dans l’Union est largement plébiscitée par la population », en tant que « Membre de l’Otan, elle assume aujourd’hui ses responsabilités par rapport à la communauté internationale, y compris par la présence de ses contingents en Irak, mais aussi en Afghanistan, au Kosovo et en Bosnie » ou encore que la Bulgarie a « joué un rôle clef dans la gestion de la crise en ex-Yougoslavie » (!). Enfin, elle assure une stabilité régionale, une stabilité qui, à ses yeux, revêt une importance d’autant plus évidente qu’il incombe à la Bulgarie « d’assurer les frontières extérieures de l’Union ». Voilà qui règle donc la question du soutien formellement exprimé par les dirigeants bulgares à la candidature de la Turquie !

Or, ces arguments auraient pu être – et ont sans doute été – écrits, énoncés par tous les autres pays des Balkans. Ces propos auraient fort bien pu, à la ligne près, être tenus par l’ambassadeur de Roumanie comme ils le sont depuis longtemps par l’ambassadeur de Turquie. La Turquie a, de plus, largement eu le temps d’affiner son argumentaire dans sa longue histoire relationnelle avec l’UE. Pont entre l’Europe et l’Asie, carrefour culturel, bastion de la démocratie ou encore rempart contre l’islamisme,... une terminologie très imagée a été associée à la Turquie ces dernières décennies. Cette profusion d’images et de représentations métaphoriques fait partie intégrante d’une mythologie nationale dont les évolutions lexicales nous proposent une grille de lecture des valeurs et identités projetées par ces pays.

Une riche iconographie identitaire : la compétition et la confrontation des “titres”

Il ne s’agit pas ici de discuter de la pertinence et de la réalité des ces rôles et de ces images (un bien vaste débat !) mais de mettre en évidence les composantes de ces discours ou de cette lexicologie, les motifs qui sous-tendent ces affirmations de valeur ou d’identité, et éventuellement d’en souligner les contradictions. Car cette profusion brouille quelque peu la lecture cartographique des grands ensembles. Entre le pont, le carrefour, le

¹³ Marin Raykov, “Un choix identitaire et stratégique”, *Le Figaro*, 11 août 2004.

Sylvie GANGLOFF

bastion et le rempart, le lecteur peut s'y perdre. D'autant que si la Turquie est un pont, elle n'est pas la seule donc, loin s'en faut, à revendiquer un tel rôle et une telle image.

Qui n'use et n'abuse pas – dans les Balkans mais aussi ailleurs, en Turquie, au Caucase, en Asie centrale – de rhétoriques très imagées les associant, les reliant, les confondant à l'Occident, à la civilisation occidentale ou à ses attributs ? Dans les Balkans, la Grèce serait, selon ses dirigeants, un pont entre l'Union européenne d'un côté, les Balkans, la mer Noire et la Méditerranée orientale de l'autre¹⁴. La Roumanie serait « un pont naturel entre l'Ouest et l'Est, le Nord et le Sud »¹⁵, « un carrefour de l'Europe »¹⁶, et la Bulgarie se situerait au « carrefour de trois continents »¹⁷. L'Albanie se présente comme un « carrefour de l'islam et de l'Occident, de l'Europe occidentale et de l'Europe du sud-est »¹⁸ et les Serbes se prévalent d'une position au carrefour des grands axes de communications vers l'Europe occidentale, à la jonction de l'Europe du sud-est et de l'Europe de l'ouest. Plus à l'est, l'Azerbaïdjan met en avant son rôle de pont entre la Turquie et le monde turcophone d'Asie centrale et les Arméniens seraient « placés aux confins de civilisations antagonistes, entre l'islam et le christianisme, entre l'Orient et l'Occident »¹⁹, en bref, ils représenteraient un « carrefour politique, économique et culturel entre l'Orient et l'Occident »²⁰.

¹⁴ Voir, par exemple, les déclarations du ministre de la Défense grec, « un rôle de pont régional pour l'U.E. », G. Arsenis, *Athen News Agency*, 22 novembre 1995.

¹⁵ Ion Dinu, *Les relations de la Roumanie avec les pays voisins après 1989*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 28.

¹⁶ Intitulé de la 7^{ème} conférence internationale du Centre for Romanian Studies (3-7 juillet 2001).

¹⁷ Interview de Jean Videnov, ancien Premier ministre de Bulgarie, *Bulgarian Telegraphic Agency*, 26 juin 1995, ou encore « Bulgaria could play a role of economic bridge between the Western world and Russian commercial structures », Nicolai Kowalski, « Russia and the Balkans », *The Southeast European Yearbook*, Athènes, ELIAMEP, 1995, p. 616 ; ou, par exemple, l'article de Petko Bocharov sur les avantages de la position géographique de la Bulgarie entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale : « Eurocorridors Depend on Regional Stability », RFE/RL, 26 mai 1998.

¹⁸ Marta Muço, « Les fondements économiques de la crise albanaise de 1997 », *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, 1997, p. 94.

¹⁹ Krikon Beledian, *Les Arméniens*, Maridsons (Belgique), Editions Brepols, 1994, p. 155.

²⁰ Propos du Président Ter Petrossian cités par Jean Radvanyi, « Les problèmes internes de la Géorgie à la lueur des mutations géopolitiques de la zone caucasienne » in M. R. Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1995, pp. 50-51.

Dans un dossier intitulé « L'Arménie à la croisée des chemins », récemment publié dans la revue *Diplomatie*, le premier article affirme d'entrée de jeu : « L'Arménie est une des points de rencontre entre l'Europe et l'Asie. Depuis toujours cette position de carrefour de liaison et d'influence ... »²¹. Et le Caucase dans son ensemble serait un pont, entre l'Europe et l'Asie, l'Europe et le Proche et le Moyen-Orient, etc.²² Encore plus à l'est, le Kazakhstan son rôle de pont entre la Russie et la Chine : « Le Kazakhstan est un Etat unique en Asie dans lequel sont entrelacées racines européennes et racines asiatiques (...) La combinaison de différentes cultures européennes et asiatiques »²³. L'affirmation d'être au carrefour de plusieurs mondes tient toujours une place majeure dans le discours officiel kazakh, mais il s'avère de plus en plus difficile de saisir qui est en réalité au carrefour de quoi²⁴. Sans compter la Russie qui se veut, elle aussi, être un « pont entre l'Europe et l'Asie »²⁵. Ainsi, sur un vaste espace s'étendant de Berlin à Pékin et d'Helsinki à Istanbul, se trouverait une succession de ponts qui illustrent le souci de ces pays de se placer dans des constructions géopolitiques s'articulant autour de quelques pôles ; pôles d'ailleurs plutôt flous et fluctuants au gré des intérêts de chacun. Ainsi on ne sait pas trop si la Russie est un pôle ou un pont, de même pour l'Asie centrale, et on ne sait toujours pas jusqu'où s'étend l'Europe !

Cette vocation de pont s'illustrerait par le rôle – présenté par chaque pays comme incontournable – de plaque tournante dans les échanges Europe-Asie. Que ce soit les échanges de marchandises, ou plus encore le transport des matières énergétiques (pétrole et gaz naturel du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe), la définition des axes de transit alimente une polémique sans fin entre les candidats au rôle de carrefour et de plaque tournante des échanges. De ces axes de communication et de transport aujourd'hui en gestation, dépendra en effet l'orientation géographique des échanges de demain. Et les enjeux sont importants : perception de taxes de transit, installation d'entreprises forcément plus susceptibles de s'implanter

²¹ Jules Mardirossian, « Géopolitique de l'Arménie », *Diplomatie*, n°10, septembre-octobre 2004, p. 16.

²² Souligné par Jean Radvanyi, (*op. cit.*) : « Dans les trois Républiques, on insiste sur la situation de carrefour de la Transcaucasie qualifiée de 'pont' entre l'Europe, la Russie et l'Asie centrale ou le Proche et Moyen-Orient ».

²³ Déclaration de N. Nazarbaev, président du Kazakhstan, cité par Marlène Laruelle, « Les ambiguïtés de l'idéologie eurasiste kazakhe », *CEMOTI*, n°34, juillet-décembre 2002, p. 125

²⁴ Ibid.

²⁵ Anne de Tinguy, « La Russie a-t-elle une politique à l'égard du sud ? », *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 84-85.

Sylvie GANGLOFF

le long de ces grands axes de transport, et peut être surtout la “rente stratégique” que ces pays espèrent tirer de cette position de transit ou de plaque tournante. C’est non seulement la croissance économique de ces pays qui est en jeu mais aussi l’intérêt qu’ils représenteront aux yeux des Occidentaux en tant que pays dorénavant “à ménager” puisque bénéficiant d’une dépendance de l’Occident à leur égard. Tous les pays de la région Balkans-mer Noire-Caucase soulignent donc les “avantages de leur position géographique”. La Géorgie met en avant son littoral et ses ports, la Roumanie son port de Constanza et le Danube, la Bulgarie, ses ports de Varna et Burgas, la Turquie sa position à la jonction de la mer Noire et de la Méditerranée, etc.

Cette rhétorique du pont est en fait aussi – en tout cas pour l’est des Balkans, de la Turquie ou du Caucase – la rhétorique du pauvre. C’est parce qu’ils sont dépourvus de ressources énergétiques substantielles (excepté quelques cas) ou d’une économie puissante que ces pays sont contraints de mettre en avant une position de pont entre les grands ensembles économiques ou politiques, position qui rehausserait donc leurs atouts aux yeux des Occidentaux. Notons toutefois que ce rôle de pont n’a d’intérêt, en termes politiques, que si celui-ci est incontournable ou, au pire, avantageux. Faute de quoi, la multiplication des intermédiaires ou des transits possibles en alterne la valeur symbolique et réelle.

Ce discours de valorisation vis-à-vis de l’Occident a d’autre part aussi pour objectif d’affirmer une identité. Si l’on prend, par exemple, le cas des pays balkaniques qui revendiquent haut et fort leur “européanité”, cette identification au “pont” leur permet d’affirmer leur identité européenne - et de tenter ainsi de la faire admettre par leurs pairs européens. Mais, malheureusement, elle reconnaît aussi *de facto* le caractère géographique ou culturel ambivalent de cette identité puisqu’en insistant sur une position d’intermédiaire entre deux mondes, on souligne finalement son appartenance à ces deux mondes. Le débat sur la pertinence d’une notion de “région intermédiaire” entre l’est et l’ouest a d’ailleurs resurgi sur les franges du monde est ou sud-est européen.

Enfin, et ce n’est pas la moindre des contradictions, tous ces ponts sont autant de bastions, avant-postes, barrières et autres remparts. *A priori*, cette aspiration à endiguer (rempart) se marie mal avec celle à relier (pont) mais telle serait, en tout état de cause, la vocation, voire la mission (et même parfois la mission divine) qui échoit à de nombreux pays de la région. Ainsi, la Grèce serait le dernier bastion du christianisme face à l’expansion des musulmans vers l’ouest ; la Roumanie serait un avant-poste de la latinité dans un monde slave et oriental et jouerait un précieux rôle de rempart face

au déferlement de tous ces barbares vers l'Europe²⁶ ; le destin de la Bulgarie serait d'être une barrière contre l'expansion des musulmans en Europe²⁷ ; et celui de l'Arménie d'être aux avant-postes du christianisme. L'Albanie elle-même, qui ne peut guère se prévaloir d'un rôle de barrière face aux plus éminents de ces barbares dans la région, à savoir les musulmans, se serait tout de même, dans le passé, vaillamment opposée au déferlement vers l'ouest des hordes de barbares venus de l'est²⁸.

Cette rhétorique du rempart et de l'avant-poste, alliant donc l'identification de son peuple à la civilisation et celle de son voisin au barbarisme a un petit parfum de XIX^e siècle, mais elle reste très présente, aujourd'hui encore, et notamment bien sûr dans les Balkans. Entourés de "barbares", les peuples de la région ont, en fait, tendance à s'extraire de ce monde discréditant pour se projeter aux avant-postes de la civilisation. Tout comme pour la rhétorique du pont, cette démarche est partie intégrante d'une mythologie nationale : elle permet d'affirmer une identité, mais elle est aussi partie d'un discours de valorisation par rapport à l'Europe sur le thème, cette fois-ci, de "on a sauvé l'Europe et on peut encore la sauver". L'affirmation de cette haute importance stratégique pour la sauvegarde de l'Europe et de la civilisation occidentale implique toutefois la dénonciation d'un danger (que celui-ci soit réel, supposé ou amplifié) et tend donc à alimenter les discours - déjà largement répandus - de haine et suspicion à l'égard de son voisin. Là encore, on voit mal comment un tel état d'esprit peut se combiner avec une vocation de pont. Il s'oppose également à une autre affirmation tout autant de l'ordre du mythe et tout autant utilisée dans ce marketing diplomatique international, et qui est celle du "rôle de stabilité dans une région troublée". Mais, là encore, qui, dans ces régions ne se revendique pas être un facteur de stabilité ou un promoteur de la sécurité régionale ?

Conclusion

²⁶ Ce thème est par exemple constant dans les manuels scolaires roumains. Laurentiu Vlad, "Idéologie et éducation. Quelques notes sur les livres scolaires d'histoire des Roumains, 1918-1989", *Revue des Etudes Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 5-14.

²⁷ Discours de l'ancien Premier ministre, Dimitri Popov, en décembre 1990, cité par J.-F. Brown, *Nationalism, Democracy and Security in the Balkans*, Aldershot, Dartmouth Publishing Company Limited, 1992, p. 164.

²⁸ Adem Çopani, "Les processus démocratiques et la politique de l'Albanie", *Revue de l'OTAN*, octobre 1992, p. 23. Adem Çopani est l'ancien chef d'état-major de l'Albanie.

Sylvie GANGLOFF

Répetons-le, il ne s'agit pas ici de débattre de la pertinence ou de la réalité de ces affirmations, mais uniquement de mettre en évidence les composantes structurelles d'un discours en grande partie destiné à l'Occident, et d'en souligner les contradictions. Le recours à cette forte iconographie a là encore pour objectif d'affirmer ou de réaffirmer autant une identité qu'une valeur stratégique du pays auprès de sa propre population ("la grandeur du pays") ; ce qui n'exclut pas les débats dans ces pays, parmi les intellectuels, sur l'identité du pays et sur ses rapports à l'Occident mais les rhétoriques éminemment politiques présentées ici échappent à ces débats. Le recours à cette iconographie recouvre, en second lieu, une stratégie de valorisation vis-à-vis de l'Occident, toujours basée sur l'idée d'une importance stratégique à faire valoir. Ces discours de valorisation n'en expriment pas moins une certaine réalité.

Force est toutefois de constater que, malgré le ressentiment nourri – peut-être à juste titre – par les pays balkaniques à l'encontre de la période ottomane, les similitudes des discours identitaires de la Turquie et des pays balkaniques sont frappantes. Dans leurs rapports à l'Occident et les débats sur l'identité européenne de leur pays, dans leur stratégie discursive – comme souligné ci-dessus avec les propos de l'ambassadeur bulgare – ces lignes de définition et de projection de leur identité auprès des Occidentaux sont semblables sur bien des points.

Certes, les querelles sur l'identité européenne de la Bulgarie mentionnées par Galia Valtchinova dans son article (p. 179) se présentent sans doute sous de nombreux aspects bien différemment des débats – maintenant centenaires – en Turquie sur l'identité européenne de l'Empire puis de la République, mais seul ces pays à la marge de l'Europe – et aujourd'hui candidats à l'adhésion à l'UE – connaissent ces débats et usent de ces rhétoriques de carrefours de civilisations et ponts entre entités (culturelles, géopolitiques ou "civilisationnelles").

Les *fault lines* entre les civilisations tel que définis par Huntington ne prennent guère en compte les aspirations des uns et des autres, aspirations qui, dans notre conception française de l'identité, se résumeraient pourtant (ici dans la conception de la nation, il est vrai) à la volonté exprimée²⁹. Et les débats ne risquent guère de tarir avec la candidature controversée de la Turquie à l'UE.

²⁹ « Un plébiscite de tous les jours », Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* (discours prononcé en Sorbonne le 11 mars 1882), Paris, Presses Pocket, 1992, pp. 37-58